

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 38371C du rôle
Inscrit le 22 août 2016

Audience publique du 26 janvier 2017

**Appel formé par Monsieur ..., L-...,
contre un jugement du tribunal administratif
du 11 juillet 2016 (n° 36786 du rôle)
ayant statué sur son recours dirigé contre un
arrêté grand-ducal du 30 avril 2015
en matière de changement de nom patronymique**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 38371C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 22 août 2016 par Maître Yves KASEL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., psychologue, demeurant à L-..., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 11 juillet 2016 (n° 36786 du rôle) l'ayant débouté de son recours tendant à la réformation sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du ..., refusant de faire droit à sa demande tendant à changer son nom actuel en celui de « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 13 octobre 2016 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Yves KASEL et Madame le délégué du gouvernement Danitza GREFFRATH en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 17 janvier 2017.

Par courrier de son conseil du 12 mars 2014, Monsieur ... présenta au ministère de la Justice une demande tendant au changement de son nom en « ... ».

Par avis respectifs des 8 mai et 16 mai 2014, le Procureur d'Etat et le Procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom sollicité par Monsieur Le 25 novembre 2014, le Conseil d'Etat émit à son tour un avis défavorable.

Suite à ces avis, la demande de changement de nom fut rejetée par un arrêté grand-ducal du ..., transmis à l'intéressé par courrier du ministre de la Justice du 12 mai 2015. Cet arrêté est motivé comme suit :

« Vu la demande présentée le 12 mars 2014 par Maître Yves KASEL, avocat à la Cour, sollicitant, au nom de Monsieur ..., né le ... à ..., de nationalité luxembourgeoise et actuellement détenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg, l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 8 mai 2014 et par le Procureur général d'État le 16 mai 2014 ;

Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 25 novembre 2014 ;

Considérant que le requérant expose par l'intermédiaire de son mandataire qu'il souhaite porter le nom de sa mère, Madame ..., avec laquelle il « a depuis de nombreuses années, une relation très proche tandis que le rapport avec son père a toujours été plus distancé » et que celle-ci souffre « d'une maladie incurable à un stade très avancé » ;

Considérant que le mandataire affirme que le requérant « a fait l'objet d'articles dénigrants et diffamatoires publiés dans la presse à boulevard luxembourgeoise » et qu'il « est malheureusement toujours possible, en tapant son nom ... dans le moteur de recherche Google, de tomber sur ces articles » ;

Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;

Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg note que la « proximité plus ou moins important[e] d'un enfant vis-à-vis de l'un ou de l'autre de ses parents ne peut jamais justifier un changement de nom » ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg estime que « la demande de changement de nom présentée par ... a pour unique finalité de lui permettre de se débarrasser de son passé sans devoir en assumer les conséquences » et que « de tels motifs ne peuvent justifier un changement de nom » ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 août 2015, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté grand-ducal précité du

Par jugement du 11 juillet 2016, le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours principal en réformation, reçut le recours subsidiaire en annulation en la forme, au fond, le dit non justifié et en débouta Monsieur ..., tout en le condamnant aux frais de l'instance.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 22 août 2016, Monsieur ... a régulièrement relevé appel de ce jugement.

A l'appui de son appel, il renvoie en ce qui concerne les faits à l'exposé afférent figurant dans sa requête introductive de première instance. Dans ce contexte, il reproche aux premiers juges d'avoir retenu que la publication dans la presse d'articles dénigrants en relation avec son passé pénal ne saurait s'analyser en des circonstances exceptionnelles de nature à justifier une demande de changement de nom, alors qu'à aucun stade de la procédure, il n'aurait été allégué que ces articles de presse étaient liés avec son passé pénal. Contrairement à ce qui avait été retenu par le Parquet général dans son avis, il n'aurait pas été dans ses intentions de changer de nom pour se débarrasser de son casier judiciaire.

En droit, il critique les premiers juges pour avoir retenu que le principe de fixité du nom constituerait une règle d'ordre public et social qui s'opposerait à sa demande de substituer son nom par celui de sa mère. Si ce principe serait justifié afin d'éviter que l'on puisse changer de nom au gré de son humeur, tel ne serait pas le cas si, comme en l'occurrence, l'on voudrait adopter le nom d'un de ses père et mère. Il estime que l'ordre public ne serait point troublé du fait de vouloir substituer le nom du père par celui de la mère, lequel traduirait tout autant un lien de filiation entre lui-même et ses ascendants que celui de son père. A la différence d'un nom de fantaisie, l'adoption du nom de la mère à la place de celui du père ne créerait aucun risque de confusion au sujet de l'identité de la personne en cause.

Il reproche ensuite aux premiers juges d'avoir retenu que la jurisprudence découlant du jugement du tribunal administratif du 16 février 2004 (n° 16901 du rôle), confirmé par un arrêt de la Cour du 25 avril 2004 (n° 17672 du rôle), ne serait pas transposable en l'espèce. S'il admet que les faits à la base des décisions précitées diffèreraient de ceux de l'espèce, il souligne cependant que les juges y auraient dit que l'ordre public luxembourgeois ne se heurte pas à l'attribution du nom de la mère à un enfant légitime. S'y ajouterait que le législateur aurait suivi ladite jurisprudence à travers l'introduction du choix du nom du père ou de la mère par le biais

de la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants. Ses parents n'auraient cependant pas eu ce choix au moment de sa naissance. Il critique dans ce contexte les premiers juges pour avoir rejeté son argument en invoquant le principe « *nul ne plaide par procureur* », en ce que la loi précitée du 23 décembre 2005 aurait créé un droit dans le chef des parents et non dans celui des enfants. Or, étant pour l'heure majeur, ses parents n'auraient aucune base légale pour solliciter le changement de nom à sa place et il continuerait ainsi de faire l'objet d'une discrimination depuis sa naissance. Le maintien de la discrimination dans son chef constituerait à ses yeux une violation de l'ordre public. Il estime que le principe de fixité du nom patronymique ne pourrait pas prévaloir sur le principe de l'égalité entre l'homme et la femme, alors que ce dernier serait consacré par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Il en déduit que la décision contestée méconnaîtrait l'article 57 du Code civil, l'article 11 de la Constitution, ainsi que les articles 8 et 14 de la CEDH. Il considère encore que le souhait de vouloir porter le nom de sa mère constituerait une raison impérieuse en soi, sans nul besoin de devoir justifier de circonstances exceptionnelles.

L'appelant précise ensuite que les motifs à la base de sa demande de changement de nom, à savoir l'existence de liens affectifs plus intenses ressentis envers sa mère, une maladie chronique incurable ayant créé des liens encore plus forts avec sa mère et la publication d'articles diffamatoires et dénigrants dans la presse à boulevard, constitueraient en tout état de cause des circonstances exceptionnelles et des raisons importantes de nature à justifier une dérogation au principe de fixité du nom.

En dernier lieu, il conteste l'affirmation du parquet général que le changement de nom aurait pour but de vouloir se débarrasser de son passé judiciaire. Il fait valoir à cet égard que non seulement le changement de nom sollicité ne lui permettrait pas de changer de personnalité juridique, mais en plus d'éventuels antécédents judiciaires ne pourraient pas influencer sur sa demande de changement de nom sous peine de constituer une sanction pénale accessoire illégale.

Le délégué du gouvernement conclut en substance à la confirmation du jugement entrepris.

L'article 1^{er} de la loi du 6 Fructidor an II, en disposant qu'« *aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance* », a clairement consacré le principe de fixité des noms et prénoms. L'article 4 de la loi du 11-21 Germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms permet toutefois de déroger à ce principe en prévoyant que « *toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au Gouvernement* ».

Il résulte de ces dispositions que le principe de fixité du nom patronymique est une règle qui est d'ordre public. Quelle qu'ait été l'évolution sociétale quant au choix du nom à transmettre à l'enfant à la naissance, en cas de reconnaissance ou lors de l'adoption, la fixité est la règle et le changement l'exception. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé.

La référence faite par l'appelant au jugement du tribunal administratif du 16 février 2004, tel que confirmé par un arrêt de la Cour du 25 avril 2004, n'est manifestement pas pertinente en

l'espèce, ainsi que l'ont retenu à bon droit les premiers juges. En effet, le litige avait trait à un refus du ministre de la Justice d'inscrire dans un certificat de nationalité émis par lui le patronyme maternel de l'enfant concerné, tel que figurant dans son acte de naissance émis en Allemagne, le ministre ayant substitué à ce nom celui qu'il considérait être seul conforme à la loi luxembourgeoise applicable à l'état de la personne, à savoir celui du père de l'enfant.

Quant à la comparaison entre la demande de changement du nom de l'appelant et la réforme initiée par la loi précitée du 23 décembre 2005 en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant, elle n'est pas non plus pertinente, dès lors que ladite loi du 23 décembre 2005 traite de la transmission du nom de l'enfant lors de la déclaration de naissance. Elle ne remet pas en cause la fixité du nom, une fois celui-ci transmis ou attribué et est complètement étrangère au cas d'espèce où l'appelant souhaite substituer au nom du père qu'il s'est vu attribuer à la naissance celui de sa mère.

L'appelant soutient encore que les règles relatives à la dévolution du nom antérieures à la loi précitée du 23 décembre 2005 méconnaîtraient l'article 11 de la Constitution, ainsi que les articles 8 et 14 de la CEDH en ce qu'elles opéreraient une discrimination fondée sur le sexe.

L'article 11 (2) de la Constitution dispose que : « *Les femmes et les hommes sont égaux en droits et devoirs.*

L'Etat veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes ».

Aux termes de l'article 8 de la CEDH: « *1°) Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. 2°) Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale ou à la protection des droits et libertés d'autrui* », tandis qu'aux termes de l'article 14 de la même Convention : « *La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation* ».

Or, ce moyen ne peut qu'être écarté. En effet, ainsi que l'ont relevé à bon droit les premiers juges, l'administration, pour rejeter la demande de l'appelant, n'a pas fait application des règles de transmission du nom patronymique, mais s'est fondée sur le titre II de la loi du 11-21 Germinal an XI et sur le principe de fixité du nom. Or, ces règles s'appliquent indistinctement aux hommes et aux femmes et ne comportent aucune discrimination fondée sur le sexe. Il ne ressort en outre d'aucun élément du dossier que le refus opposé à l'appelant révélerait une discrimination fondée sur le sexe.

Il convient encore de relever que la modification des règles de transmission du nom telle qu'elle a été opérée par la loi précitée du 23 décembre 2005, qui a réformé en profondeur le

mode de transmission du nom à l'enfant afin de garantir l'égalité de l'homme et de la femme, implique nécessairement que la situation de ceux qui étaient soumis à l'ancien régime soit différente de la situation de ceux qui sont soumis à la loi nouvelle. Cependant, comme déjà ci-avant exposé, ladite loi n'a nullement remis en cause le principe de fixité du nom de famille, une fois celui-ci choisi conformément à l'article 57 du Code civil et transmis à l'enfant.

Ainsi, la circonstance que l'appelant n'a pas pu bénéficier, du fait de sa date de naissance, des dispositions de la loi précitée du 23 décembre 2005 qui permettent aux parents de choisir de transmettre à leurs enfants le nom de la mère aussi bien que celui du père n'est en tout état de cause pas de nature à lui ouvrir un droit au changement de nom sollicité.

Il résulte en outre de l'article III (2) de ladite loi du 23 décembre 2005 que le législateur, dans le but de ne pas remettre en cause les situations acquises, sous la législation antérieure, a entendu soumettre les personnes nées et ayant atteint leur majorité avant l'entrée en vigueur de la loi, le 1^{er} janvier 2006, au droit antérieur, de sorte que le refus de substituer un nom à un autre ne saurait être regardé comme discriminatoire.

A supposer même que le caractère d'ordre public du principe de fixité du nom doive être relativisé au vu des évolutions actuelles du droit de la famille, le refus déferé n'est pas pour autant illégal, dès lors que ce n'est que pour des raisons sérieuses et des circonstances exceptionnelles, telles que découlant de la loi et de la jurisprudence afférente en la matière, que le changement de nom puisse être accordé.

Quant aux motifs invoqués au soutien de la demande de changement de nom, le souhait exprimé par l'appelant de porter le nom de sa mère en raison de liens plus intenses le liant à sa mère traduit un motif d'ordre affectif qui ne suffit pas, sauf circonstances exceptionnelles, à caractériser une raison importante de nature à justifier le changement de nom sollicité. La simple affirmation de l'appelant qu'il aurait des rapports plus distancés avec son père et qu'en raison d'une maladie incurable, il se serait rapproché de sa mère, ne sont pas suffisants à cet égard. L'accord marqué par les deux parents quant au changement de nom de leur fils majeur n'y change rien.

Quant au motif tenant à la publication d'articles diffamatoires ou dénigrants dans la presse, en l'absence de plus de précisions quant à la teneur ou à la nature de ces publications, il ne saurait pas non plus justifier que l'appelant soit autorisé à changer de nom.

L'appelant n'est dès lors pas fondé à soutenir que l'autorité compétente a commis une erreur d'appréciation en refusant le changement de nom demandé.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel n'est pas fondé et que le jugement entrepris est à confirmer dans toute sa teneur.

L'appelant sollicite encore la condamnation de l'Etat au paiement d'une indemnité de procédure de 1.500 euros pour la première instance et de 1.500 euros pour l'instance d'appel. Au vu de l'issue du litige, la Cour déboute Monsieur ... de ses demandes afférentes.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;
reçoit l'appel en la forme ;
au fond, le déclare non justifié et en déboute l'appelant ;
partant confirme le jugement entrepris du 11 juillet 2016 ;
rejette les demandes en allocation d'une indemnité de procédure formulées par l'appelant ;
condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier de la Cour André WEBER.

WEBER

DELAPORTE